

# L'Étincelle



*Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire*

**PSA Poissy**

Lundi 10 décembre 2018

## ***Nous sommes toutes et tous des Gilets jaunes... et ce n'est qu'un début !***

Alors, cela donne quoi, les preuves d'amour de Macron ? Pour commencer, un long préambule menaçant : il donnera des « *instructions les plus rigoureuses, par tous les moyens... pour le retour au calme et l'ordre* ». Donc répression, encore et toujours. Ensuite, quelques trémolos, avant LA mesure censée nous calmer : 100 euros d'augmentation du smic, mais attention : « *sans qu'il en coûte un seul euro de plus pour l'employeur* ». Ah bon ? Ce sera donc à nous de nous payer nous-mêmes, par nos impôts ? Ensuite, pas d'impôt sur les heures sups. Mais ce que veulent les gilets jaunes, c'est l'augmentation de tous les salaires, de 300 €, sans heures sups ! Enfin, une « *prime de fin d'année* » pour les petits salaires, une aumône... mais là encore, « *pour les employeurs qui le peuvent* ». Et pour finir, pas question de revenir sur la suppression de l'ISF. Voilà, les riches et le patronat sont rassurés.

Pour résumer : pas de quoi, et de loin, calmer la colère et la détermination sur les ronds-points et les barrages. Et sur le fond, le président des riches récidive : d'un côté des miettes et de l'enfumage, de l'autre la guerre déclarée à nos enfants avec lacrymogènes, gardes à vue, genoux à terre et mains derrière la tête. D'un côté la fausse contrition de la panique, de l'autre l'état de guerre provocateur contre les manifestants : samedi 8 décembre, 89 000 policiers et gendarmes mobilisés, avec blindés et hélicoptères pour quadriller la capitale, fermeture de stations et de lignes de transport dans les grandes villes, arrestations préventives par centaines, comparutions immédiates, etc.

### ***Panique et manœuvres gouvernementales***

Après des semaines de mépris affiché, le gouvernement cherche à tout prix un moyen d'éteindre l'incendie qu'il a provoqué. Il a convoqué en ce sens tout ce que le pays compte comme autorités instituées petites ou grandes. Du Medef aux directions syndicales, en passant par les élus locaux et les vedettes du show-biz. Des BHL aux Cyril Hanouna, ce nouveau parti de l'ordre est censé sommer les Gilets jaunes de rentrer chez eux. Sans parler de Marine Le Pen et autres Dupont-Aignan qui, marginalisés dans le mouvement, voudraient bien le dévoyer en ciblant mensongèrement les immigrés, tout en refusant soigneusement les revendications ouvrières.

Quant à Laurent Berger ou Philippe Martinez, et certains autres dirigeants confédéraux, ils se sont payé le déshonneur de se désolidariser des Gilets jaunes en jouant le jeu pipé de la concertation gouvernementale. Heureusement, ils sont contestés eux

aussi par des militants syndicaux de la base, de plus en plus nombreux à rejoindre les Gilets jaunes.

### ***On lâche rien***

Mais pour les centaines de milliers de travailleurs, qui depuis des semaines, malgré la diversité de leur statut et situation, portent tous le même gilet jaune sur leurs barrages, et lors de chaque samedi de manifestation sur les Champs-Élysées ou dans les grandes villes de province, pas question de lâcher prise alors que le pouvoir est aux abois.

Depuis la lutte contre la hausse de la taxe sur le carburant (supprimée la semaine dernière), la contestation s'est élargie à des centaines de revendications. Contrairement à la propagande gouvernementale, elles ne sont pas « hétéroclites ». Bien au contraire, elles expriment dans leur multiplicité la même colère face à la vie chère, l'injustice sociale et le gouvernement des riches. Vivre dignement et pas survivre, c'est ce que veulent les Gilets jaunes qui n'entendent pas rentrer chez eux en échange de poudre aux yeux.

### ***Tous ensemble***

C'est cette détermination des Gilets jaunes qui a encouragé d'autres franges de la population à entrer dans le conflit : la semaine dernière, étudiants et lycéens ont commencé à bloquer par milliers leurs établissements et à manifester dans les rues, à la fois en soutien aux Gilets jaunes mais aussi pour protester contre les réformes dans l'Éducation. À nous, dans les entreprises, de rejoindre le mouvement pour que 50 ans après mai 68, l'automne/hiver 2018 marque une première grande victoire de notre camp social.

**Nous sommes tous des gilets jaunes !**

Jeudi dernier, 90 salariés réunis au B2 ont fait grève pendant 2 heures, ils revendiquent une véritable augmentation de salaires pour les CDI et intérimaires, l'arrêt des séances et heures sup gratuites et obligatoires, la création de postes... Le Montage a été ralenti avec des chefs au boulot incapables de faire le travail. Le cortège des grévistes après avoir parcouru le B2, a voté le principe de préparer une journée entière de grève, en coordination avec l'équipe 12 et la C.

**Une direction aussi sourde que Macron**

Depuis une dizaine de jours, la direction annonce que le 1<sup>er</sup> jour des vacances le samedi 22 décembre sera en travail obligatoire pour l'équipe 22. On fait assez de séances supplémentaires comme ça, pas question de venir le 22 décembre. La direction prévoit encore 2 H+ cette semaine pour la C et un rallongement de séance pour la 22. Ça écœure tout le monde.

Puisque la direction s'entête, comme Macron, que la colère monte, mobilisons-nous pour faire annuler le 22 décembre, les H+ et pour déboucher des oreilles.

**Patrons et Macron doivent augmenter les salaires**

Samedi dernier, nous étions nombreux de l'usine présents à un barrage filtrant sur un rond point, une route, un péage ou à la manifestation à Paris. Par notre nombre avec les gilets jaunes, nous faisons peur au gouvernement. Nous avons commencé à le faire reculer, continuons à nous mobiliser à l'extérieur de l'usine, mais surtout organisons la lutte dans l'usine.

Par la grève à PSA Poissy et dans d'autres usines, nous forcerons patrons et gouvernement à augmenter notre pouvoir d'achat (salaires et pensions).

**La direction menace, préparons la riposte**

Ce mois-ci, la direction a distribué des avenants aux contrats de travail pour l'équipe de nuit, elle commence à menacer ouvertement les collègues qui ont été en arrêt maladie de ne pas être reconduits. Ce type d'intimidation indique bien la manière dont PSA veut traiter l'ensemble de nuit, et même l'ensemble des équipes quand il s'agira de baisser radicalement les effectifs de toute l'usine : tais-toi ou dégage !

Nous aussi nous avons un pouvoir, celui de la grève pour faire reculer la direction et son chantage.

**Les syndicats béni-oui-oui vous saluent**

Un communiqué des syndicats CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC et FSU de jeudi 6 décembre se félicite que « *Le gouvernement avec beaucoup de retard, a enfin ouvert les portes du dialogue* ». Pour se démarquer des Gilets jaunes, il rajoute : « *nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications* ». Samedi soir, Édouard Philippe a remercié, pour ce secours salutaire, ces « partenaires sociaux » toujours prêts à causer à la place des autres. Le « dialogue », on a pu l'apprécier dès samedi 8 : matraques et arrestations.

Les directions nationales ne sont pas les syndicalistes de la base, nombreux à rallier les gilets jaunes pour faire rentrer la lutte à l'intérieur des entreprises.

**Sois jeune, sois pauvre et mets-toi à genoux**

La semaine dernière, alors qu'ils manifestaient, certains de nos enfants ont été victimes des violences policières. À Mantes-la-Jolie, pendant plusieurs heures, 151 lycéens ont été menottés, agenouillés et humiliés avec des images dignes de Guantanamo. À Poissy aussi et dans tous les départements de France, des lycéens se sont faits gazer...

Ségolène Royal a eu le culot de proclamer que « *Ça ne leur a pas fait de mal, à ces jeunes, de savoir ce que c'est le maintien de l'ordre, la police, de se tenir tranquilles. Ça leur fera un souvenir.* »

Ces politiciens n'ont que mépris pour les jeunes qui se révoltent à juste titre, et encore plus pour leurs parents. C'est l'ensemble du monde du travail qu'ils rêveraient de mettre à genoux, au service des patrons.

**La prime fantôme de 1 000 €**

L'idée de prime de 1 000 € versée aux salariés, sortie des cogitations de la ministre du Travail Muriel Pénicaud, n'est que du flan puisqu'au bon vouloir des patrons ! Le Medef a été clair : c'est au gouvernement Macron de « *prendre ses responsabilités* », pas question que ça nous coûte un sou.

Jusqu'à ce que les grands patrons soient eux aussi mis sur la sellette par l'extension de la contestation des carrefours bloqués jusqu'au cœur des entreprises.

**Trop peu, trop tard...**

Les Gilets jaunes veulent à juste titre le rétablissement de l'Impôt Sur la Fortune (5 milliards d'euros par an à l'État) : largement de quoi payer la hausse des taxes sur le carburant que Macron vient de retirer. Mais 5 milliards c'est peu face à ce que les patrons nous doivent pour boucler leurs fins de mois.

Le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi), ce sont 40 milliards par an d'exonérations aux grandes entreprises. En France, ce sont près de 20 milliards par an qu'elles dérobent au fisc par le biais des évasions fiscales légales et autorisées par l'État.

Pour financer ce dont nous avons besoin pour vivre, il faut faire payer les riches et le grand patronat.

**Pour que le bulldozer en gilet jaune écrase Macron**

Samedi 8, plusieurs milliers de salariés cheminots, postiers, de Renault, de PSA, infirmiers, retraités, lycéens et étudiants avec des gilets jaunes se sont réunis à Saint-Lazare pour partir en cortège afin crier leur colère contre la vie chère et pour l'augmentation des salaires, l'un des slogans les plus repris : « *Et 1 et 2 et 300 € !* ». Pour l'Acte 5, samedi 15 prochain, gilets jaunes ouvriers, continuons dans la rue et démarrons la lutte dans les entreprises contre nos patrons !